Ecologie : Entre céder à l’air du temps et paraître négationniste, une voie étroite.

Les problèmes environnementaux sont réels, et affectent la vie quotidienne de populations entières, voire éventuellement de la population mondiale. Parmi les problèmes avérés, on peut citer la déforestation sauvage des forêts primaires équatoriales, l’épuisement des stocks exploitables de poissons marins, la présence de “soupes” de déchets plastiques se concentrant en certain points des océans, l’abus de produits chimiques sur les cultures au niveau mondial, la disparition d’un nombre notable d’espèces vivantes d’autant plus remarquées et identifiées qu’elles sont plus grosses en taille et d’intérêt patrimonial. Ainsi le grand Panda et la baleine bleue font la une de multiples émissions de télévision et de vidéos présentes sur le web, tandis que la faune des vers de terre, des insectes, vers, et acariens du sol n’est même pas connue dans tous les détails dans l’ensemble du monde. Ce sont, c’est très clair, des dégâts dus au mode de production capitaliste dans lequel l’environnement est *a priori “res nullius”* (la chose de personne). Le capital ne peut donc éviter de dégrader l’environnement sans une forte contrainte extérieure qui ne peut provenir que de la loi, avec les forces de coercition adéquates.

Encore faut-il que les maux soient clairement identifiés, or la propagande écologiste, au sens de l’écologie politique, est devenue une source gigantesque de désinformation et de mensonge. Les dégâts environnementaux sont présentés et amplifiés jusqu’à la démesure catastrophiste dans un but désormais bien clair : il ne s’agit pas de mettre le capitalisme en accusation mais d’attribuer les maux environnementaux à l’activité humaine en soi, au mode de vie des populations qui devraient se restreindre et accepter de limiter leur consommation. Une nouveauté qui émerge de manière inquiétante est que des scientifiques compétents et patentés se prêtent à cette désinformation dans le cadre notamment des agences onusiennes que sont le GIEC et l’IPBES. C’est ainsi que le GIEC vient d’oser dénoncer une consommation de viande excessive comme cause première des émissions de méthane et de CO2. On imagine la menace que cette déclaration délirante fait peser sur les populations des pays en voie de développement. L’IPBES, quant à lui, nous annonce froidement qu’un million d’espèces sont menacées d’extinction « par l’activité humaine ». Un examen même rapide du problème montre que ce chiffre effarant ne repose que sur du vent. De nombreuses espèces sont en danger d’extinction, ce qui n’est pas un problème simple, encore qu’il soit soluble, mais lancer des chiffres farfelus et catastrophistes ne sert à rien, sinon à contribuer à l’affolement des populations et à les convaincre de la nécessité d’une « sobriété heureuse » chère à Pierre Rabhi et au pape François. C’est la forme devenue officielle de la décroissance.

Entre déprédations réelles et désinformation, la Libre Pensée ne peut ni se taire ni sombrer dans « l’air du temps ». La voie est cependant étroite. Un certain nombre de libres penseurs, par ailleurs authentiquement laïques, antimilitaristes, antidogmatiques et anticapitalistes sont influencés par la propagande catastrophiste qui se déverse en cataracte à chaque instant sur toutes les chaines d’information, ou, tout simplement, soucieux de la préservation de la nature et d’un environnement riche et agréable pour l’humanité, s’inquiètent d’une dégradation sensible du monde qui nous entoure. Beaucoup y voient un combat anticapitaliste, ce qui serait légitime si cette « lutte » n’était pas animée aujourd’hui par l’impérialisme lui-même, comme dans la monstrueuse construction Greta Thunberg assortie de la « grève des enfants ».

Nous ne sommes pas une instance scientifique. Ce n’est pas à nous de dire le vrai, et nous ne le pouvons pas. Ce que nous pouvons faire c’est défendre la liberté d’expression des chercheurs, en soutenant la règle commune : **est scientifique ce qui est publié dans une revue sérieuse à comité de lecture international**. Ce n’est pas à une instance d’expertise de trier dans la littérature ce qui est scientifique ou pas. Une expertise doit éclairer des décisions, faire la synthèse des documents existants et en déduire des propositions. Ses rapports, si volumineux et documentés soient-ils ne sont pas des œuvres scientifiques. C’est de la « littérature grise » au sens de la science contemporaine. Elle ne peut avoir pour prétention de « faire taire » toute voix divergente. Le GIEC et l’IPBES, contrairement aux agences d’expertise plus classiques ont la prétention de dire le vrai y compris dans leurs projections sur le futur dont l’histoire nous apprends qu’elles sont toujours hasardeuses. Voir les prédictions démographiques délirantes du club de Rome dans les années 70, complètement démenties par le décours des événements.

Cependant, nous savons, et c’est un acquis de l’activité presque biséculaire de la libre pensée, faire la part des choses entre l’information scientifique, toujours respectable, et la propagande, qu’elle vienne d’ONG « désintéressées » comme Greenpeace ou le WWF ou d’officines internationales telles que le GIEC et l’IPBES, ou des médias aux ordres ou du gouvernement. Nous faisons notre la parole de Voltaire (« la dent d’or ») « assurons nous du fait avant d’en rechercher la cause ». Or nous sommes en plein dans cette problématique qui touche même les chercheurs. On passe du constat de la disparition ou de la régression grave d’un certain nombre d’espèces, au mythe catastrophiste de la VIème extinction. D’un constat intéressant les régions agricoles du globe : la masse des insectes s’est réduite de plus de 50% (70% en Allemagne) à la généralisation stupide sur tout le globe : les insectes sont en voie de disparition.